



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RELATIONS BILATÉRALES AVEC LES PAYS DU PROCHE
ET DU MOYEN-ORIENT.**

Répertoire méthodique détaillé

établi par Thibaut HAIR, Chargé d'études documentaires

1ère édition électronique

Savigny-le-Temple

2020

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Relations bilatérales avec les pays du Proche et du Moyen-Orient.....	7
Questions régionales.....	7
Arabie Saoudite.....	7
Égypte.....	7
Emirats Arabes Unis.....	7
Irak.....	7
Iran.....	7
Koweït.....	8
Oman.....	8
Qatar.....	8
Turquie.....	8
Yémen.....	9

Référence

B-0078803/1 – B-0078804/4

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Relations bilatérales avec les pays du Proche et du Moyen-Orient.

Dates extrêmes

1992-1995

Noms des principaux producteurs

Direction des relations économiques extérieures (DREE), bureau 6A (Proche et Moyen-Orient).

Importance matérielle

0,30 mètres linéaires.

Langue des documents

Français, anglais.

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Suivant les articles L213-1 et L213-2 du Code du Patrimoine, un délai de 50 ans s'applique à l'ensemble de ces documents.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement PH 195/98 du 30 juillet 1998.

Historique du producteur

En 1887, le ministère du commerce et de l'industrie crée en son sein une direction du commerce extérieur, dotée d'attributions relatives au mouvement général du commerce et de la navigation (décret du 11 avril 1887). À l'issue de la Première Guerre mondiale, le ministère la remplace par la direction des accords commerciaux et de l'information économique (décret du 13 mars 1920) qui élargit ses compétences à la réglementation et à la gestion des échanges internationaux de la France. Cette direction reprend la dénomination de direction du commerce extérieur (décret du 1er septembre 1939), avant d'être intégrée au ministère des finances (loi du 30 août 1940), avec un office du commerce extérieur en "service annexe" (loi du 6 août 1940). À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la direction du commerce extérieur subit une double transformation : elle est rattachée au ministère de l'économie nationale et refondée en une direction des relations économiques extérieures (DREE), qui regroupe en

outre un certain nombre de structures administratives (ordonnance du 23 novembre 1944) : le service central des licences d'importation et d'exportation, dont les attributions recourent celles de l'ancien Office du commerce extérieur, s'agissant du contrôle de régularité des licences et de la délivrance de visas sur les titres correspondants. Par la suite, ce service sera rattaché à la direction générale des douanes et des droits indirects (décret du 29 mars 1966) ; le service de l'expansion commerciale, devenu en 1945 réseau de l'expansion économique à l'étranger. Il se compose de conseillers et d'attachés commerciaux (loi du 25 août 1919), personnels exerçant leurs fonctions auprès d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire (décrets des 19 avril 1950 et 3 janvier 1980). Ces personnels sont réunis dans des "missions économiques" avec ceux des services financiers à l'étranger attachés à la direction du trésor (décret du 3 mai 2002). Parallèlement existe depuis 1898 un réseau des conseillers du commerce extérieur, constitué de dirigeants d'entreprise investis d'une mission de service public ; le service des importations et des exportations, organisme de contrôle créé au sein du ministère de la reconstitution industrielle à la fin de la Première Guerre mondiale, puis rattaché au ministère des finances (décret du 4 janvier 1920). Annexé à la direction du commerce extérieur par ordonnance du 22 juin 1944, il doit exercer un monopole des échanges en matière de commerce international avec droit de réquisition. Ses opérations commerciales sont gérées sur un compte spécial du Trésor (décret du 22 juin 1944) ; le service de l'assurance-crédit d'État, mis en place en 1928 au ministère du commerce et de l'industrie. La loi de nationalisation de la Banque de France du 2 décembre 1945 ayant autorisé le gouvernement "à provoquer la création d'établissements nouveaux spécialisés dans le crédit à l'exportation ou à l'importation", une société nationale, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) est créée (décrets des 1er juin 1946 et 16 avril 1948). Son rôle est "d'assumer pour le compte de l'État la gestion du service public de l'assurance crédit" (décret du 25 avril 1964), après avis de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur (décret du 4 août 1949), qui doit être présidée par le directeur du Trésor lorsqu'elle attribue la garantie de l'État (décret du 18 mai 1992). De nouvelles missions sont attribuées à la DREE lors de la suppression de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965) : relations avec les importateurs et les exportateurs, mise en œuvre des procédures de financement du commerce extérieur, coordination sur le plan international des procédures d'assurance crédit. La DREE est alors une direction à réseau qui gère son personnel et qui est organisée en trois pôles : les services centraux, les directions régionales du commerce extérieur (DRCE, décret du 6 septembre 1982) et les postes d'expansion économique (PEE). Elle doit coordonner l'action d'organismes dont elle assure la tutelle : la COFACE, privatisée en 1994, le Centre français du commerce extérieur (CFCE) chargé de l'information et de l'assistance aux exportateurs, la Banque française du commerce extérieur (BFCE) ou encore Ubifrance, l'Agence française pour le développement international des entreprises (décret du 30 janvier 2004). Le directeur de la DREE représente, avec celui du Trésor, le ministre de l'économie et des finances au conseil d'administration de l'Agence française pour les investissements internationaux (décrets des 21 novembre 2001 et 20 février 2002). Par un décret du 15 novembre 2004, elle est absorbée par la DGTPE.

Évaluation, tris et éliminations

Une partie des documents initialement contenus dans le PH 195/98 ont été répartis en 2000 entre le versement PH 203/00 (bureau 4A) et le versement PH 205/00 (bureau 4B). Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Alphabétique, par noms de pays.

Présentation du contenu

Ces dossiers abordent des questions de relations bilatérales entre la France et les pays du Proche et Moyen-Orient, entre 1992 et 1995.

B-0078803/1 – B-0078803/10

Relations bilatérales avec les pays du Proche et du Moyen-Orient.

1992-1995

B-0078803/1

Questions régionales. - Séminaire des chefs de postes, proposition d'une journée d'information sur le proche et Moyen-Orient (Marseille, 5 janvier 1995) : note ; conférence de Casablanca sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (6 janvier 1995), réunion sur les mécanismes de financement pour le développement économique du Moyen-Orient et de l'Afrique (17 janvier 1995), réunion de Washington sur le projet d'institution financière pour le Moyen-Orient (10 octobre 1995), conférence de Barcelone (25 octobre 1995) : comptes rendus, notes ; financement de projets et évolution de la politique de crédit : notes ; entretiens du directeur des relations économiques extérieures avec le directeur financier d'ELF (10 avril 1995), Martin BOUYGUES (10 mai 1995), M. MYARD, député des Yvelines (30 mai 1995), M. MENAGE, président d'EDF (6 septembre 1995), des personnalités politiques des pays du Moyen-Orient : notes, fiches d'entretien ; visite du ministre des Affaires étrangères au Proche-Orient (18-20 septembre 1995) : notes.

1995

B-0078803/2

Arabie Saoudite. - Projet d'exploitation du minerai de fer de Wadi Sawawin : fiche ; contrats civils avec l'Arabie Saoudite et la Chine depuis avril 1993 : note ; réponses à des courriers reçus par le bureau 6A.

1995

B-0078803/3

Egypte. - Projets de sociétés françaises (dont métro du Caire, télécommunications, assainissement des eaux usées) : notes, correspondance ; entretien entre le Président de la République et M. MOUBARAK, Président de la République arabe d'Egypte (26 mai 1995) : note.

1995

B-0078803/4

Emirats Arabes Unis. - Intervention de M. TERROT, député du Rhône, en faveur de la création d'un centre d'affaires à Dubaï : note, correspondance ; poste d'expansion économique d'Abu Dhabi : programme à moyen terme, note.

1995

B-0078803/5

Irak. - Fourniture de pièces de rechange et de maintenance pour des puits de pétrole : correspondance avec la société Team Service Equipment, contrat ; entretien du directeur adjoint avec M. KREISS, président de la société Degremont : note.

1995

B-0078803/6

Iran. - Stratégie commerciale de Peugeot : notes ; entretien du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères avec M. MASSOUDI, conseiller commercial à l'ambassade d'Iran à Paris (28 mars 1995) : note, télégrammes diplomatiques ; entretien du directeur avec M. MASSET, ambassadeur de France en Iran (30 mars 1995) : note ; entretien du ministre de l'Industrie avec le ministre iranien de l'Energie : note ; mesures commerciales et sanctions financières américaines contre l'Iran : notes, fiche, télégrammes, communiqués de presse en anglais ; attribution d'un contrat de développement pétrolier à la compagnie Total : notes, communiqué de presse ; action du Centre de commerce franco-iranien : correspondance ; demande d'appui de la société Prepac sur un projet de conditionnement de lait : correspondance.

1994-1995

B-0078803/7

Koweït. - Financement des importations de biens d'équipement, de services ou de projets d'infrastructures civiles réalisés pour le compte des entités publiques koweïtiennes : note, correspondance ; rénovation du réseau d'eau potable et d'assainissement de Jahra, refus de la demande de garantie par la COFACE : correspondance, note ; indemnisation de sociétés suite au préjudice subi lors de l'invasion irakienne : tableau des sociétés, correspondance.

1995

B-0078803/8

Oman. - Mission d'évaluation des besoins en formation du ministère des finances omanais : bordereau d'envoi ; échanges commerciaux : note ; projet d'usine d'engrais : note, correspondance ; visite du secrétaire d'État au commerce extérieur (2 et 3 décembre 1995) : notes.

1995

B-0078803/9

Qatar. - Projet gazier, demande de soutien d'ELF : notes, note technique, correspondance ; entretien avec le ministre qatarien de l'énergie et de l'industrie : fiche.

1995

B-0078804/1 – B-0078804/4

Turquie.

1992-1995

B-0078804/1

Poste d'expansion économique : programme à moyen terme, note ; entretien entre le ministre de l'Économie et le Premier ministre turc (Davos, 28 janvier 1995) et visite en France du Premier ministre turc (20 juin 1995) : notes ; entretien du directeur de cabinet du ministre avec une délégation d'hommes d'affaires turcs : notes ; relations économiques et commerciales avec la France et accord d'association avec l'Union européenne : note ; gestion des protocoles financiers : compte rendu de réunion avec les douanes turques ; invitation à venir en France adressée au ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles : note, correspondance ; visite du sous-secrétaire d'État aux Finances de Turquie (22 août 1995) : note, fiche d'entretien ; entretien du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Turquie : note ; mission de la DREE en Turquie (16-18 octobre 1995) : compte rendu.

1995

B-0078804/2

Visite de Bruno DURIEUX, ministre délégué au Commerce extérieur (24-27 juillet 1992) : notes de synthèse, programme, liste de la délégation, notes, notes d'entretien, notices biographiques de personnalités politiques et du monde des affaires, télégrammes, correspondance.

1992

B-0078804/3

Visite de Paul-Henry RAVIER, directeur-adjoint des relations économiques extérieures (25-28 août 1992) : programme, notes, note de synthèse, fiche, notices biographiques, liste de délégations étrangères invitées à la 61ème foire internationale d'Izmir, liste des sociétés françaises exposantes.

1992

B-0078804/4

Visite de Gérard LONGUET, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur, à l'occasion des funérailles d'État du Président Turgut OZAL (21 avril 1993) : notes, note de synthèse, fiche, note

d'entretien avec la ministre turque chargée de l'Économie, notices biographiques, procès-verbal de la 3ème commission mixte franco-turque, télégrammes, correspondance.

1993

B-0078803/10

Yémen. - Visite en France du président du Yémen (15-17 janvier 1995) : notes ; protocole franco-yémenite et commission mixte : note, télégramme ; modernisation de la raffinerie d'Aden : note, correspondance ; entretien du directeur adjoint avec l'ambassadeur du Yémen : notes, télégramme diplomatique ; financement d'un marché de Renault véhicules industriels : note, correspondance ; coopération économique et financière : notes ; projet de télécommunications suivi par Alcatel : note.

1995